

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE

27 JUIL. 1982

ARRÊTÉ N° D.D.A. 82/155/B

portant réglementation des boisements dans la Commune de SAINT-PRIVAT-d'ALLIER

LE PREFET DE LA HAUTE-LOIRE,

Commissaire de la République du Département de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU l'article 52.1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU les décrets n° 61.602 et 61.603 du 13 Juin 1961 modifiés ;
- VU le décret du 26 novembre 1962 aux termes duquel les plantations et semis d'essences forestières peuvent être interdits ou réglementés dans certaines zones de la Haute-Loire, définies par arrêté préfectoral ;
- VU la Circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 9 Juillet 1973 ;
- VU la loi n° 71.384 du 22 Mai 1971 et son décret d'application n° 73.613 du 5 Juillet 1973 ;
- VU le décret n° 79.905 du 18 Octobre 1979 relatif à la culture d'arbres de Noël ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 Mars 1979 portant constitution de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement de ST-PRIVAT-d'ALLIER ;
- VU l'enquête publique effectuée dans la commune de SAINT-PRIVAT-d'ALLIER ;
- VU les propositions de la Commission Communale de Réorganisation Foncière et de Remembrement dans ses séances du 1er Avril 1981 et du 9 Novembre 1981 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier dans sa séance du 27 Avril 1982 ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 1er Juillet 1982 ;
- VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière en date du 10 Mai 1982 ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 12 Juillet 1982 ;

ARRÊTÉ

Article 1er : Sur les parcelles situées dans les zones reconnues nécessaires au maintien de l'activité agricole sur les plans de la Commune de SAINT-PRIVAT-d'ALLIER, tous semis et plantations d'essences forestières sont réglementés dans les conditions précisées aux articles ci-après.

.../...

Article 2 : Tous semis et plantations d'essences forestières ainsi que les plantations d'alignement doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture. Les décisions de rejet des demandes en question devront être notifiées aux intéressés dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande.

Article 3 : L'absence d'opposition aux boisements pourra, en outre, être subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

* La distance de reculement par rapport aux fonds voisins fixée à 2 mètres par l'article 671 du Code Civil sera portée à la valeur de :

- 4 mètres par rapport à la limite des fonds qui ne confineront pas un bois existant,
- 2 mètres par rapport à l'emprise des chemins ruraux.

Article 4 : Sous réserve du respect de l'article 671 du Code Civil, les articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas aux plantations d'arbres isolés, d'arbres fruitiers, aux plantations dans les parcs et jardins clos et attenants à une habitation.

Article 5 : Toute culture d'arbre de Noël devra faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Haute-Loire,
Le Maire de SAINT-PRIVAT-d'ALLIER,
L'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,
Le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire,
Le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera déposé aux archives de la Préfecture, et inséré au "Recueil des Actes Administratifs".

Le présent arrêté sera, en outre, affiché à la Mairie de SAINT-PRIVAT-d'ALLIER, par les soins du Maire, en même temps que les plans des zones délimitées.

Arrêté et plans seront versés aux archives communales où ils resteront à la disposition du public. Un exemplaire de ce document sera adressé au Service Départemental du Cadastre.



AU PUY le 23 JUIL. 1982

Bernard MAILFAIT